



La Chronique des Amériques

Février 2006 N° 05

L'autre campagne du mouvement zapatiste au Mexique

Stéphane Guimont Marceau *

Le 1^{er} janvier 2006, le mouvement zapatiste a lancé, depuis le Chiapas au sud du Mexique, une vaste campagne de mobilisation pour faire contre-poids à la campagne électorale présidentielle en cours dans ce pays. «L'autre campagne», menée par le sous-commandant Marcos et quelques autres représentants du haut commandement militaire zapatiste, devrait se rendre dans chacun des États de la fédération pour rencontrer diverses organisations sociales, afin de construire un vaste réseau de résistance et de solidarité susceptible de peser sur les décisions d'un nouveau gouvernement, quel qu'il soit.

Un an avant les élections présidentielles du 2 juillet 2006, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) lançait sa propre campagne, en marge de celle des candidats des trois principaux partis politiques mexicains¹. Cette campagne, baptisée «l'autre campagne» (*la otra campaña*), vient cependant tout juste de prendre son véritable envol, le 1^{er} janvier 2006, alors que des délégués zapatistes sont sortis de leur retranchement dans la forêt lacandone pour amorcer une grande tournée des 32 États de la fédération des États unis du Mexique.

C'est un communiqué de presse émis par la tête dirigeante du mouvement zapatiste qui a annoncé cette sortie en indiquant qu'il s'agissait de la première étape d'un «parcours national pour la construction d'un programme national de lutte anticapitaliste et de gauche²». Cette campagne «civile et pacifique» est l'oeuvre, selon le même communiqué, non seulement de l'EZLN, mais aussi d'une foule d'organisations sociales, politiques et autochtones. Elle demeure cependant l'initiative des Zapatistes qui avaient, lors de la publication de la *Sixième déclaration de la jungle lacandone* en juin 2005, lancé une invitation à une vaste campagne de consultation au niveau national, appelant à la participation de tous les mouvements de résistance, qu'ils soient autochtones ou non, désireux de modifier les rapports de pouvoir au sein de l'État mexicain.

Cette consultation a débuté dès juillet 2005 par des discussions menées soit au Chiapas même, soit par l'entremise de divers moyens de communication, entre plusieurs groupes de gauche à travers le pays qui ont accepté de s'associer à «l'autre campagne». La consultation devrait prendre une autre tournure avec la participation directe de l'EZLN, alors que des délégués choisis parcourront le pays dans son ensemble, depuis le Chiapas jusqu'à la Basse-Californie, pour échanger, lors de rencontres

* M.A. en géographie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et adjointe de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

¹ Les trois principaux partis sont le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le Parti de la révolution démocratique (PRD) et le Parti d'action nationale (PAN).

² Communiqué du *Comité Clandestino Revolucionario Indígena*. Commandement général de l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN), México. 25 décembre 2005.



directes et à petite échelle³, avec ceux et celles qui «apportent le fruit de leur travail à la nation mais qui restent sans rien entre leurs mains»⁴. Bien que prétendant se tenir à l'écart de la campagne électorale officielle qui occupe une très large part de la scène médiatique mexicaine, surtout depuis l'affaire de la tentative de destitution (*desafuero*) du candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD) Andrés Manuel López Obrador, alors qu'il était maire de la ville de Mexico⁵; cette autre campagne profitera tellement de la conjoncture qu'il est prévu qu'elle se termine la veille des élections. Ainsi, pendant les six prochains mois, les représentants zapatistes comptent s'activer pour rencontrer les «gens d'en bas». Cette première sortie politique depuis la grande marche de 2001, baptisée «la marche de la couleur de la terre» (*La Marcha del Color de la Tierra*), qui les avait menés jusqu'à Mexico et au Congrès, débute, comme la fois précédente, sous le feu des projecteurs médiatiques.

Un pingouin et un zéro

Comme on devait s'y attendre, cette nouvelle marche est menée par la figure emblématique du mouvement, le sous-commandant Marcos. Rebaptisé pour l'occasion «sous-délégué Zéro» (*Subdelegado Zero*), le *Sup* est sorti de la jungle le matin du 1^{er} janvier au volant d'une motocyclette. Plusieurs analystes n'ont pas manqué de faire le rapprochement avec le désormais légendaire voyage du Che Guevara en Amérique du Sud. À la différence du héros des luttes de libération latino-américaines, Marcos arbore, sous son casque, son inséparable passe-montagne. Il emporte aussi, dans son porte-bagages, la nouvelle mascotte du mouvement, un coq surnommé *el pingüino*, qui a fait son apparition dans le riche bestiaire de l'auteur des communiqués de l'EZLN à l'été 2005⁶. Cette mascotte symbolise l'effort des

Zapatistes pour se tenir debout, se faire une place au sein de la nation et obtenir une vie digne.

Le parcours de «l'autre campagne» est déjà tracé. L'itinéraire, ainsi que les contacts, sont disponibles sur le site Internet de l'EZLN⁷. Cet itinéraire a été légèrement modifié suite au décès, en tout début de campagne, de la *Comandanta* Ramona, une grande dame de la lutte zapatiste qui, en plus de se battre pour la dignité des autochtones et pour l'équité des genres, se battait depuis des années contre la maladie. Sur leur chemin, les délégués seront reçus par des groupes étudiants, des syndicats ouvriers ou agricoles, des associations de défense des droits humains, des groupes de culture populaire, des groupes de femmes, et, bien entendu, par des groupes autochtones. Le dialogue sera établi avec toutes ces organisations de telle sorte que la campagne puisse servir à jeter les bases d'un «nouveau système».

La *Sixième déclaration de la jungle lacandone* laissait entendre que le mouvement zapatiste est désormais sensible aux divers mouvements de résistance qui se font entendre au Mexique, et qu'il a décidé de baisser les armes pour participer à une vaste entreprise politique et pacifique de solidarité. Cette initiative devrait déboucher sur une autre façon de faire de la politique et ouvrir la voie à une modification de la Constitution mexicaine en reconnaissant les droits et libertés du peuple et en prenant en considération des demandes telles que «le logement, la terre, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'information, la culture, l'indépendance, la démocratie, la justice, la liberté et la paix»⁸.

Cette déclaration avait été précédée, en juin 2005, du déclenchement par l'EZLN d'une alerte rouge générale sur tout le territoire rebelle zapatiste. Cette alerte, tombée à brûle-pourpoint et sans explication, impliqua une importante augmentation de la tension au Chiapas. Le commandement militaire clarifia plus tard qu'elle avait été sonnée de façon préventive pour maintenir une zone de sécurité sur son territoire, tout en permettant aux miliciens, aux dirigeants politiques et aux bases d'appuis zapatistes de participer à une consultation générale⁹. Les

³ Hermann Bellinghausen. *La Jornada*. México. 2 janvier 2006.

⁴ Fredy Martín et Alejandro Suverza. Mexico. *El Universal*. 2 janvier 2006

⁵ Au début de l'année 2005, le pays a été secoué par un scandale alors que les adversaires du pressenti candidat à la présidence pour le PRD ont tenté d'empêcher sa candidature et de le destituer de son poste de maire de la capitale. L'affaire s'est terminée par une forte mobilisation de la population mexicaine (et internationale) contre cette procédure. Andrés Manuel López Obrador (surnommé AMLO) est aujourd'hui à la barre de la coalition de gauche «Pour le bien de tous» en tête de plusieurs sondages.

⁶ Sous-commandant Marcos. Communiqués du 23 et 24 juillet 2005. *Un Pingüino en la Selva Lacandona*.

⁷ Voir en ligne : www.ezln.org.mx.

⁸ *Sexta Declaración de la Selva Lacandona*. 1^{er} juillet 2005.

⁹ Le mouvement zapatiste est composé des catégories de membres suivantes : 1) le haut commandement militaire (*Comandancia General*) et ses Comités clandestins

Zapatistes auraient entrepris ce référendum auprès de tous leurs membres afin de faire accepter – ou rejeter – une nouvelle orientation politique développée par le commandement militaire et qui se concrétise aujourd’hui dans cette autre campagne. Selon un communiqué de presse¹⁰, 98% des Zapatistes auraient voté en faveur de l’ouverture politique actuelle. Ce chiffre est impressionnant et soulève la question de savoir s’il cache une tentative du commandement militaire de transmettre l’image d’un mouvement fort et homogène, ou s’il est le résultat de la solidarité dans un groupe où existe un fort sentiment d’appartenance collective. Quoi qu’il en soit, c’est cette consultation qui a été le précurseur de «l’autre campagne».

Une initiative qui soulève des critiques

Cette campagne a des échos un peu partout sur la planète, mais l’attention des Zapatistes demeure rivée au Mexique. Ils ont même ordonné que les personnes intégrant le cordon de sécurité qui les protégera au cours de leur périple soient des Mexicains¹¹. Il sera intéressant de voir comment ceux-ci vont répondre à l’appel de «l’autre campagne» étant donné l’importante baisse de popularité qu’a subie le mouvement zapatiste depuis quelques années dans le pays. Déjà, les critiques apparaissent, et pas seulement où on les attendait. Parmi les plus intéressantes, celle de Jan de Vos, directeur du Centre de recherche et d’études supérieures en anthropologie sociale du Sud-Est mexicain (CIESAS), soulève l’ambiguïté introduite par l’association du qualificatif «de gauche» à cette campagne¹². Prétendre vouloir rassembler tous les partisans de la gauche est, en soi, contradictoire puisque «la majorité des pauvres et des marginaux ne sont pas de gauche»¹³. En déclarant qu’ils n’allaient rencontrer que les personnes de gauche, les Zapatistes encouragent l’exclusion

alors qu’ils aspirent à mettre en place un dialogue inclusif.

D’autres ressortent la sempiternelle critique contre le choix des Zapatistes de ne pas prendre part à la structure politique partisane existante¹⁴. Les Zapatistes ont toujours indiqué clairement, ou tant s’en faut, qu’ils ne tenteraient jamais d’obtenir des postes politiques au sein de cette structure. Même si, en juin 2005, des rumeurs ont circulé à l’effet que Marcos allait se présenter à la présidence du pays, leur positionnement à l’écart du système électoral a, depuis, été fortement réitéré. Certains le leur reprochent et perçoivent cela comme une contradiction pour un mouvement qui veut faire de la place aux exclus, alors que celui-ci continue à prétendre que ce n’est pas par les canaux traditionnels que cette place pourra être acquise.

Pour d’autres encore¹⁵, la campagne risque d’avoir des effets négatifs sur la scène politique traditionnelle en affaiblissant le parti de la gauche, le PRD. L’appui de l’électorat au PRD constitue en effet le grand enjeu de cette campagne puisque les deux autres partis – le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui est resté au pouvoir 71 années d’affilée, et le Parti d’action nationale (PAN) actuellement au pouvoir – sont d’ores et déjà perçus comme étant alliés. Il est d’ailleurs de plus en plus fréquent d’avoir recours au sigle «PRIAN» pour illustrer ce fait. Le PRD demeure, pour le moment, en bonne place dans les sondages, mais comme il est, à l’instar de son chef, critiqué par les Zapatistes, il se pourrait bien que «l’autre campagne» influe sur le vote de cette gauche.

Les partisans de cette «offensive politique non électorale»¹⁶ affirment toutefois que c’est en organisant la résistance des «gens d’en-bas» que la campagne portera fruit et pourra rompre les barrières de l’exclusion. Son but serait en outre de mettre sur pied une force sociale assez importante pour influencer la politique nationale, peu importent les résultats des prochaines élections.

révolutionnaires autochtones (*Comité Clandestino Revolucionario Indígena*, CCRI) ; 2) les soldats ; 3) les miliciens entraînés, prêts à se battre, mais poursuivant leurs activités régulières au champ ou ailleurs ; et 4) les bases de soutien représentées par la population adhérant au mouvement mais ne participant pas à la lutte armée comme telle. Au sein des deux dernières catégories, on retrouve les personnes pouvant occuper des postes de responsabilités politiques, puisque, depuis 2003, il est interdit à quiconque d’occuper à la fois un poste militaire et un poste politique.

¹⁰ Sous-commandant Marcos. *Llegó el momento de construir lo que falta*. 24 juin 2005.

¹¹ Communiqués du Commandement général *A tous les compagnons et compagnes de la «Otra»*. 26 décembre 2005.

¹² Alejandro Suverza. *El Universal*. Mexico. 2 janvier 2006.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Sergio Zermeno. «Para leer la otra campaña». *La Jornada*. México. 5 janvier 2006.

¹⁵ Magdalena Gómez. «La otra campaña: buen camino». *La Jornada*. México. 3 janvier 2006.

¹⁶ Luis Hernández Navarro. «Una campaña muy otra». *La Jornada*. México. 3 janvier 2006.

En attendant, environ 20 000 personnes¹⁷ se sont réunies sur la place centrale de San Cristóbal de Las Casas, en face de l'imposante cathédrale, le soir du 1^{er} janvier pour célébrer l'anniversaire du soulèvement zapatiste de 1994 et pour souligner le lancement de «l'autre campagne». Dans un pays où l'État se voit aujourd'hui contesté dans sa légitimité par une multitude de mouvements, de protestations sociales et d'actions collectives souvent intenses, voire violentes, tant au niveau urbain que rural, cette campagne devrait retenir l'attention. Elle représente indéniablement une contestation de l'État dans sa forme actuelle¹⁸ par un ensemble de forces comprenant plus que les seuls mouvements autochtones. Bien que se voulant politique et civile, cette campagne n'en appelle pas moins à une «transformation radicale du système» qui aurait été «violemment imposé» aux peuples autochtones¹⁹. Dans le premier discours prononcé au cours de cette campagne, Marcos a rappelé que le matin du 1^{er} janvier 1994, alors que les forces zapatistes entraient en insurgés dans San Cristóbal de Las Casas, les lumières de la rue s'éteignaient au fur et à mesure de leur avancée, comme pour les garder dans l'ombre et le secret. À son avis, le gouvernement va tenter de faire de même sur le parcours de «l'autre campagne». Le gouvernement mexicain a cependant annoncé qu'il ne nuirait pas au déroulement de «l'autre campagne» et son porte-parole officiel lui a même souhaité la bienvenue²⁰. L'armée devait, quant à elle, être déplacée de certaines de ses positions pour éviter les «malentendus»²¹.

Le mouvement zapatiste est aussi un mouvement local

Mais au-delà de son côté spectaculaire largement médiatisé, le mouvement zapatiste est, d'abord et avant tout, ancré dans des communautés autochtones fortement marginalisées. Pour les peuples autochtones, l'enjeu du développement demeure encore aujourd'hui primordial. Ces communautés sont souvent aux prises avec de graves problèmes sociaux, politiques,

économiques et environnementaux. En ce sens, la prise en charge locale du développement implantée par les Zapatistes, pourrait se révéler l'initiative la plus révolutionnaire qu'ils aient entreprise.

Le mouvement zapatiste a initié plusieurs actions collectives qui n'ont cessé d'avoir des répercussions importantes sur la vie politique et sociale mexicaine, mais la plus significative est sans doute l'instauration de territoires autonomes *de facto*. Certaines communautés du Chiapas, où les citoyens et citoyennes se rattachent majoritairement au mouvement zapatiste, ont en effet créé, depuis les tous débuts du mouvement, des «municipalités autonomes» gérées par ce qu'ils appellent une «démocratie directe communautaire». Ces municipalités sont chapeautées par des «conseils autonomes», dirigeant une structure de gestion alternative mise en place par les communautés locales. Cette structure est dirigée par un pouvoir militaire incarné par l'EZLN, qui, depuis 2003, se double d'une organisation politique civile comprenant trois niveaux : communautaire, municipal et régional.

Les Conseils de bon gouvernement et les Caracoles du territoire autonome zapatiste

Le 9 août 2003, le processus d'édification de l'autonomie a en effet pris une nouvelle ampleur avec l'addition d'un palier régional à la structure de gestion autonome déjà en voie d'édification. Les nouveaux Conseils de bon gouvernement²² servent principalement à coordonner et à surveiller les activités en lieu et place du commandement militaire, qui demeure toutefois le grand chef d'orchestre en territoire zapatiste.

Au nombre de cinq, les Conseils de bon gouvernement ont chacun la responsabilité de gestion d'une région bien définie. Ils rassemblent les différentes Municipalités autonomes de leur territoire, ainsi que les communautés zapatistes ne se trouvant pas sur le territoire d'une Municipalité autonome. Les Conseils de bon gouvernement sont formés de délégués des Municipalités autonomes. Leur rôle principal consiste à coordonner les activités sur le territoire autonome et à s'assurer que les pratiques de gouvernement des autorités et les actions de leurs membres ne s'éloignent pas des principes zapatistes. Ils gèrent les budgets du

¹⁷ Hermann Bellinghausen. *La Jornada*. México. 2 janvier 2006.

¹⁸ Sergio Zermeno. «Para leer la otra campaña». *La Jornada*. México. 5 janvier 2006.

¹⁹ Communiqué du Comité Clandestino Revolucionario Indígena. Commandement général de l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN), México. 25 décembre 2005.

²⁰ Alma E. Muñoz. «Aplaudes Aguilar el talante político de la caravana». *La Jornada*. México. 3 janvier 2006.

²¹ Eric Glover. «Le "Marcos show" est lancé». *Courrier international*. 4 janvier 2006

²² *Juntas de Buen Gobierno* en espagnol.

mouvement, contrôlent toutes les relations avec l'extérieur et servent de médiateur et de négociateur. Les Conseils de bon gouvernement constituent ainsi un outil politique de gestion du territoire. Ils assurent le lien, la coordination et la communication pour la région. Leur siège se trouve dans la capitale régionale qui abrite aussi les représentants des autres niveaux de pouvoir, principalement des Municipalités autonomes, ainsi que la représentation des principales organisations sociales sises sur son territoire. Cette centralisation vise une meilleure coordination, mais elle sert aussi à surveiller. Autant les liens des Zapatistes avec l'extérieur, que les relations politiques internes sont dorénavant étroitement contrôlées au niveau des capitales régionales.

Les Conseils de bon gouvernement se doublent de ce que le mouvement appelle des «*Caracoles*» (escargots), qui incarnent le lien du local au global et du global au local. Ce lien prend forme dans les capitales régionales et s'exerce autant à l'interne, du communautaire au régional, qu'à l'externe, du local vers l'international. La configuration de l'escargot, de l'intérieur vers l'extérieur et vice-versa, symbolise le chemin du mouvement vers le niveau national ou international, ainsi que le passage obligé des échanges au sein même de son territoire à travers sa structure de gestion à trois paliers. Le symbole de la spirale a été choisi pour représenter la transversalité entre les niveaux géographiques du mouvement et pour évoquer la démocratie directe prise en compte par les zapatistes, puisqu'il désigne la parole dans les glyphes précolombiens²³.

En plus des instances politiques, la gestion autonome se concrétise aussi dans des organisations sociales et dans des services fonctionnant de façon complètement autonome par rapport au gouvernement mexicain. Les zapatistes affirment recevoir leur aide financière d'organisations non gouvernementales et de gouvernements étrangers uniquement. Parmi les organisations sociales impliquées, on retrouve des coopératives de producteurs ou d'exportateurs de café ou d'artisanat, des coopératives de consommation ou encore, des services autonomes d'éducation et de santé

comprenant un nombre relativement élevé d'écoles (principalement de niveau primaire) et de cliniques médicales.

L'appropriation sociale du territoire : vers une nouvelle territorialité sociale autonome

Nous sommes donc en présence d'un véritable processus d'appropriation sociale du territoire, comme en témoigne le fait que plusieurs personnes s'identifient aux entités autonomes zapatistes²⁴. C'est l'un des atouts des Zapatistes que d'avoir su renforcer la solidarité autour d'un projet et d'une identité commune. C'est par leurs pratiques autonomes, par l'exercice de l'autonomie que les Zapatistes s'imposent sur le territoire chiapanèque.

Les entités autonomes zapatistes représentent aujourd'hui les expériences les plus avancées d'autonomie au Mexique²⁵. Ce succès repose en grande partie sur la territorialisation de l'autonomie. L'autonomie zapatiste est parvenue à mettre en place, d'une part, ses propres instances autonomes structurées en véritable système, et, d'autre part, à s'assurer la reconnaissance citoyenne de sa légitimité. Par ailleurs, cette autonomie pourrait également servir de levier de développement, dans la mesure où elle implique une appropriation sociale de l'espace par des acteurs locaux, qui s'enrichissent ainsi d'un certain capital socioterritorial²⁶. Cependant, les territoires autonomes zapatistes demeurent fragiles. Les conditions de vie matérielles des populations qui les habitent ne se sont pas améliorées et ont même régressé dans certaines régions. L'injustice, l'exclusion et la violence continuent de sévir. Les erreurs sont nombreuses, tout comme les apprentissages. L'existence des entités autonomes soulève des enjeux externes, liés à la reconnaissance légale et aux relations de voisinage, pas toujours pacifiques, ainsi que des enjeux internes, liés à la démocratie et à la participation, à l'autonomie du politique face au

²³ Marie-José Nadal, «Dix ans de lutte pour l'autonomie indienne au Mexique, 1994-2004», *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXXV, No 1., 2005, pp. 17-27.

²⁴ Araceli Burguete Cal y Mayor, «Desplazando al Estado: la política social zapatista», Dans *Tejiendo Historias: Chiapas en la mirada de mujeres*, Maya Lorena Pérez-Ruiz, México: INAH, 2001.

²⁵ Héctor Díaz-Polanco et Consuelo Sánchez, *México diverso: El debate por la autonomía*, México: Siglo Veintiuno Editores, 2002, 176 p.

²⁶ Juan-Luis Klein, «Vers le développement par l'initiative locale : une perspective opérationnelle», Dans Jean Bruno et Danielle Lafontaine, *Des pratiques aux paradigmes : les systèmes régionaux et les dynamiques d'innovation en débat*. T. 2 de *Territoires et fonctions*. Rimouski : GRIDEQ, 2005.

pouvoir militaire et à celle des organisations sociales face au politique. La société civile organisée, englobée dans les territoires zapatistes, participe à la construction d'une nouvelle citoyenneté qui dit valoriser la démocratie et l'organisation sociale, mais qui est aussi confrontée à des limites économiques, organisationnelles et culturelles majeures.

Les espoirs de «l'autre campagne»

Toutefois, «l'autre campagne» met en lumière la volonté du mouvement zapatiste de dépasser la territorialité régionale. L'EZLN pense que son mouvement doit dorénavant s'étendre à tout le Mexique et s'associer à d'autres organisations. Il cherche ainsi à élargir son action et donc, son identité. Son discours s'est fait de plus en plus inclusif ces dernières années, auprès de ses voisins chiapanèques, autochtones non zapatistes et, plus encore, auprès des autres «opprimés» du pays (homosexuels, femmes victimes de violence, travailleurs exploités, etc.). Au printemps 2005, le sous-commandant Marcos a publié un roman à quatre mains, avec le célèbre écrivain mexicain Pablo Ignacio Taibo II, qui accorde une grande place aux antihéros²⁷.

Il n'en demeure pas moins que le mouvement zapatiste a été, dès le départ, un mouvement autochtone, et ce, même si les insurgés n'avaient pas pensé à mettre de l'avant leur identité autochtone aux premières heures du soulèvement. De plus, il a joué un rôle capital dans la consolidation d'un mouvement autochtone à l'échelle du Mexique. Aujourd'hui, plusieurs autres organisations autochtones du pays ont donné leur appui à l'EZLN et à sa campagne en affirmant qu'elle permet de faire un pas en avant dans la lutte. Le mouvement zapatiste constitue, en outre, l'un des détonateurs de l'explosion de mouvements autochtones qui déferlent à l'heure actuelle sur le continent latino-américain. Le 18 décembre dernier, l'élection de l'Aymara Evo Morales, premier autochtone élu à la tête de la Bolivie, pays pourtant peuplé à environ 62 % d'autochtones, consolide les avancées de ce mouvement. Evo Morales avait d'ailleurs invité le sous-commandant Marcos à son intronisation le 22 janvier 2006²⁸.

Selon Wallerstein²⁹, le mouvement zapatiste pourrait bien représenter l'un des mouvements, sinon *le* mouvement social le plus important de notre époque. D'où l'importance qu'il faut accorder à cette campagne, qui doit encore relever le défi de rester près des gens tout en se maintenant à l'écart du cirque médiatique. Il faudra voir si le délégué Zéro et ses compagnons de voyage réussiront à créer un espace de dialogue ouvert à toutes les tendances. Il s'agit d'un défi énorme. D'abord parce que le dialogue démocratique ne va pas de soi dans la culture politique mexicaine, ni dans la société en général, ni dans les communautés autochtones. Ensuite parce que les expériences, tendances et opinions rencontrées seront nécessairement diverses, contradictoires et opposées ; à commencer par le positionnement face à l'État, un sujet de discord important au Mexique où le fait d'accepter ou non une aide gouvernementale sert souvent de critère d'inclusion ou d'exclusion au sein d'un mouvement social. Enfin, le plus grand enjeu est peut-être celui de l'apprentissage «depuis la base et pour la base»³⁰. Mais même l'expérience de reconstruction sociale menée autour des Conseils de bon gouvernement, une expérience «depuis la base et pour la base», n'occupe pas une grande place dans les discours prononcés dans le cadre de «l'autre campagne»³¹. Seul l'avenir nous dira si cette autre campagne des mouvements sociaux de la gauche mexicaine, instaurée par un mouvement lui-même confronté aux enjeux de l'inclusion et de la gestion démocratique, parviendra à relever les défis semés sur son parcours.

²⁷ *Muertos incómodos (falta lo que falta)*. Mexico : Joaquín Mortiz. 235 p.

²⁸ Diego Cevallos. «Guerilla zapatista regresa a escena política». www.ipsnoticias.net. 29 décembre 2005.

²⁹ Immanuel Wallerstein, 2005. «Los zapatistas: la segunda etapa». *La Jornada*, 19 juillet 2005.

³⁰ *Sexta Declaración de la Selva Lacandona*. 1^{er} juillet 2005.

³¹ Sergio Zermeno. «Para leer la otra campaña». *La Jornada*. México. 5 janvier 2006.

ANNEXE :

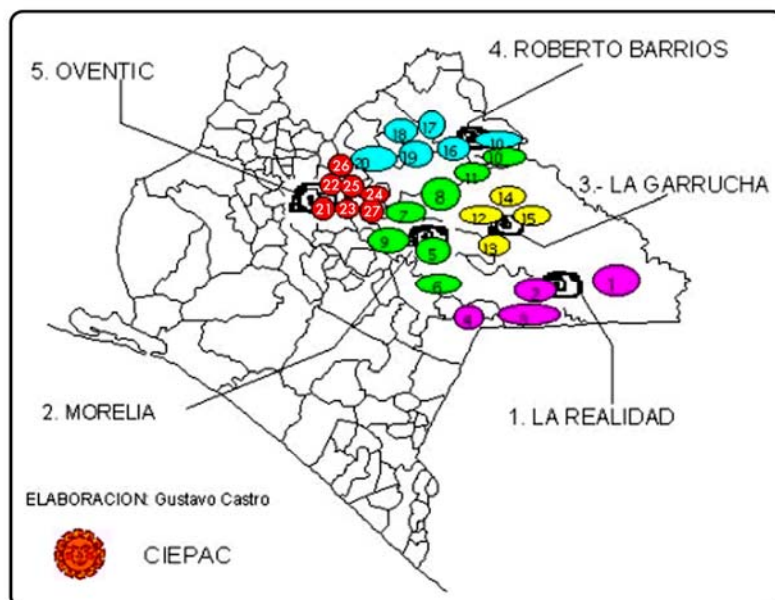
Tableau 1 Nouveaux organes de gouverne zapatistes

Extension géographique	Zone / direction de zone politico-militaire	Caracol/structure de gouvernement régional civil	Municipalité autonome rebelle zapatiste/autorité civile municipale	Communautés autonomes / autorité communautaire civile
Organe de gouverne	Comité clandestin révolutionnaire autochtone	Conseils de bon gouvernement formé par un ou deux délégués de chaque municipalité autonome de cette zone d'influence	Conseil autonome municipal formé par un corps d'autorités avec fonctions exécutives et un corps collégial d'autorités qui dirigent diverses commissions de travail	Représentants des communautés en résistance
Nombre	5 zones politico-militaires zapatistes	5 <i>Caracoles</i> et 5 Conseils de bon gouvernement	30 municipalités autonomes zapatistes	Quelques dizaines (non spécifié)

Source : Burguete Cal et Mayor, Araceli. «Las Juntas de Buen Gobierno: Otras autonomías de facto son posibles», *Memoria*, No. 177, 2003. p. 37.

Carte et liste des Municipalités autonomes zapatistes sur le territoire du Chiapas en 2003

Municipalités autonomes zapatistes (2003)



Conseil de bon gouvernement	La Realidad : couvre le territoire depuis Marqués de Comillas, la région de Montes Azules et toutes les municipalités frontalières avec le Guatemala jusqu'à Tapachula.	Morelia : couvre une partie des territoires des municipalités gouvernementales de Ocosingo, Altamirano, Chanal, Oxchuc, Huixtán, Chilón, Teopisca et Amatenango del Valle.	La Garrucha : couvre une partie du territoire de la municipalité gouvernementale d'Ocosingo.	Roberto Barrios : couvre une partie des territoires des municipalités gouvernementales de la région Nord du Chiapas, depuis Palenque jusqu'à Amatan.	Oventic : couvre une partie des territoires des municipalités gouvernementales de <i>Los Altos de Chiapas</i> et s'étend jusqu'à Chiapa de Corzo, Tuxtla Gutiérrez, Berriozábal, Ocozucuahtla et Cintalapa.
Municipalités autonomes (les numéros réfèrent à la carte)	1. Libertad de los Pueblos Mayas 2. San Pedro Michoacán 3. Tierra y Libertad 4. General Emiliano Zapata 5. 17 de Noviembre	6. Miguel Hidalgo y Costilla 7. Ernesto Che Guevara 8. 1 ^o . De Enero 9. Lucio Cabañas 10. Vicente Guerrero 11. Olga Isabel	12. Francisco Gómez 13. San Manuel 14. Flores Magón 15. Francisco Villa	(10. Vicente Guerrero) 16. Trabajo 17. La Montaña 18. San José en Rebeldía 19. La Paz 20. Benito Juárez	21. San Andrés Sacamch'en de los Pobres 22. San Juan de la Libertad 23. San Pedro Polhó 24. Santa Catarina 25. Magdalena de la Paz 26. 16 de Febrero 27. San Juan Apóstol Cancuc

Source : Castro Soto, Gustavo E., *San Cristóbal de Las Casas*, Mexico : CIEPAC, A. C., 2003..³²

³² Accessible via Internet à l'adresse www.ciepac.org.